

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



REBELLION AU NORD MALI: UNE SITUATION CONFUSE QUI PROFITE AUX GROUPES ISLAMISTES

Maj A.G.F. Faye

JCSP 43

Exercise Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2017.

PCEMI 43

Exercice Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2017.

EXERCISE *SOLO FLIGHT* – EXERCICE *SOLO FLIGHT*

**REBELLION AU NORD MALI: UNE SITUATION CONFUSE QUI
PROFITE AUX GROUPES ISLAMISTES**

Maj A.G.F. Faye

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

Word Count: 3725

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

Compte de mots: 3725

REBELLION AU NORD MALI :UNE SITUATION CONFUSE QUI PROFITE AUX GROUPES ISLAMISTES

INTRODUCTION

« Pour faire la paix avec un ennemi, on doit travailler avec cet ennemi, et cet ennemi devient votre associé. »¹

Nelson Mandela, *Un Long Chemin vers la liberté*

Au lendemain des indépendances, le Mali ou la République soudanaise à l'époque, regroupait en son sein des populations noires, arabes, touareg condamnées à partager le même destin dans un vaste territoire. Cette cohabitation ne s'est pas faite sans la moindre tension ou conflit entre le Nord majoritairement « blanche » et le Sud à dominante noire. Le 11 janvier 2013 l'armée française lance l'opération Serval² destinée à contrecarrer l'avancée d'une rébellion qui sévissait dans le Nord et qui prit de l'ampleur après la chute du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi dont la défaite avait entraîné l'appropriation d'un important arsenal d'armes par des éléments incontrôlés. L'intervention de Paris a certes stoppé la percée des rebelles³, cependant la zone fait toujours l'objet d'instabilité notoire au regard des fréquentes attaques et autres manifestations qui s'y déroulent.

En effet, la présence des militaires français a été renforcée dans un premier temps par la projection des forces de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO) puis par la mise sur pied d'une mission sous la bannière de l'Organisation des Nations Unies. Malgré les nombreuses tentatives et actions, la situation de guerre perdure dans cette région qui est en proie aux agissements aussi bien de groupes rebelles que des terroristes. Dès lors, il s'avère nécessaire de se demander

¹ Nelson Mandela, *Un Long Chemin vers la liberté* (Paris : Le livre de poche, 1997)

² Nom donné à l'opération militaire française qui sera remplacée en juillet 2014 par un dispositif régional appelé Barkhane

³ Adama Diarra, *Échos du Nord et du Centre*, L'Essor, 14 janvier 2013

pourquoi les différents acteurs peinent à trouver un dénouement heureux de la crise qui sévit depuis plusieurs décennies? Il semble qu'une paix ne sera envisageable que si le gouvernement s'efforce à intégrer davantage les populations défavorisées du Nord et que les groupes rebelles cessent leurs rivalités. Cela contribuerait à anéantir les mouvements djihadistes dans le pays.

Ainsi tout au long de cette étude, il sera d'abord question de s'intéresser aux origines et aux causes du conflit qui trouve ses racines dans le processus de décolonisation du pays. Ensuite, un état des lieux c'est-à-dire une description minutieuse de tous les intervenants, sera dressé. Il s'agira de relater successivement l'action du gouvernement malien, des groupes rebelles, des islamistes, de l'ONU à travers la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et des populations locales. Enfin, des solutions que les principaux acteurs pourraient adopter pour sortir de cette impasse qui profite à des égards aux djihadistes, seront préconisées.

DEVELOPPEMENT

I HISTORIQUE DU CONFLIT

Tout juste après la période coloniale, le Mali a hérité d'un très vaste territoire devenant de ce fait le plus grand pays d'Afrique de l'Ouest du point de vue de sa superficie avec 1 220 190 de km².⁴ Il est peuplé par plusieurs groupes ethniques dont le principal est le Bambara⁵. Une subdivision naturelle du pays s'opère entre les Bambara

⁴ Mali, statistiques Perspective Monde

⁵ Encyclopædia Britannica Online, 07/2016

noirs et sédentaires localisés au sud et les autres minorités notamment les Touareg, les Arabes et les Songhaï dans la partie septentrionale. Contrairement au Sud qui est fertile et regroupe 90 pour 100 de la population, le Nord est désertique et connaît des conditions d'existence assez rudes. La différence de réalités crée un sentiment de non appartenance⁶ à la même nation malienne du côté des populations nordistes. Les propos de Hama Ag Sid'Ahmed, porte-parole du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) illustrent cette tendance : « Les gens du Nord ne se sont jamais sentis maliens ». Cette affirmation peut tirer sa légitimité dans la lettre que les chefs coutumiers touareg avait écrite juste avant les indépendances dans laquelle ils imploraient au général Charles de Gaulle ceci : « Puisque vous quittez le pays touareg, rendez-nous notre bien tel que vous nous l'avez arraché. Nous ne voulons pas que les Noirs ni les Arabes nous dirigent... »⁷. L'attitude du premier président de la République en l'occurrence Modibo Keita n'avait pas arrangé les choses. Il décida dès l'accession à la souveraineté internationale de rebaptiser le pays « Mali » en référence au vaste empire fondé par les Bambara ou Malinkés⁸ pendant les années précoloniales. Il se priva d'appeler à l'unité nationale et engendra par cette occasion une méfiance chez les Touareg. A cela s'ajoute une concentration des infrastructures dans la partie méridionale qui est perçue par les autres comme une monopolisation du pouvoir par l'ethnie dominante⁹.

Ainsi, les populations des principales villes du Nord à savoir Kidal, Tombouctou et Gao se considèrent marginalisées par le pouvoir central et réclament de façon

⁶ Hama Ag Sid'Ahmed, Mali - MNLA : "Pas de liens entre les Touaregs et les terroristes" entretien par Laurène Rimondi, Le Point Afrique, publié le 10/06/2015

⁷ Isabelle Lasserre et Thierry Oberlé, *Notre guerre secrète au Mali. Les nouvelles menaces contre la France* (Paris : Fayard, 2013), p.163

⁸ Jean Fleury, *La France en guerre au Mali* (Paris : Jean Picollec, 2013), p.75

⁹ Olivier Piot, « Mali : 8 clés pour comprendre les origines de la guerre », *Le Parisien Magazine*, 22 janvier 2013.

croissante une autonomie. La première révolte touareg qui fut sévèrement réprimée par l'État malien en 1963, entre dans ce cadre¹⁰. Durant les représailles, le pouvoir central procéda à des liquidations systématiques, à l'élimination du bétail et à l'empoisonnement des puits. Suite aux massacres de plusieurs centaines d'entre eux, les « les hommes bleus¹¹ » se réfugièrent dans les pays limitrophes comme l'Algérie et le Niger. Ce triste épisode a engendré une certaine haine que les Touareg nourrissaient envers les Noirs et augmenté le fossé qui existait déjà entre les deux entités. Cependant, c'est surtout le leader libyen Kadhafi qui profitera de la situation en enrôlant les exilés au sein de ses milices. Quelques-uns d'entre eux retourneront au bercaïl une dizaine d'années plus tard aguerris et bien armés mais c'est surtout les événements qui ont eu lieu en Lybie qui renforceront de manière considérable les rangs des rebelles.

D'autre part, la position géographique des régions du Nord n'a pas favorisé une bonne intégration avec le restant du pays. En effet, cette zone regroupant une partie du Sahel et du Sahara, a été durant plusieurs siècles le point de passage des caravanes de l'or du sel et des esclaves menant vers des endroits comme l'Asie et l'Afrique du nord¹². Malheureusement, les mêmes routes se trouvent être utilisées dans des activités diverses tels que le trafic de drogue, d'êtres humains, l'immigration, etc. Dans une proportion beaucoup plus importante, c'est le terrorisme qui mine la région. En fait, après la guerre civile en Algérie vers la fin des années 1990, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) devenu par la suite Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), a été combattu et acculé par les autorités algériennes. Face à la pression croissante, il s'est

¹⁰ Elena Fusco, «La mémoire toujours vive de la rébellion touarègue», *La Croix*, 05/02/2013.

¹¹ Surnom donné aux Touareg à cause de la couleur bleue du turban avec lequel ils enveloppent leur tête

¹² « Comprendre la situation au Mali en 5 minutes », vidéo sur YouTube, 5:00, publiée par « Le Monde », le 28 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=IHWBx7qnE98>

réfugié dans le no man's land du nord malien sans être vraiment inquiété. L'attitude du gouvernement a été à plusieurs reprises fustigée par l'Algérie qui insinuait une connivence de l'État malien avec les extrémistes. De toute évidence, il en ressort que Bamako a souvent été taxé de laxiste vis-à-vis du phénomène qui a fini par monter en puissance et gangrener toute la zone comme l'a corroboré dans une entrevue un ancien diplomate malien du nom de Bandiougou Gakou¹³.

En somme, la crise malienne connaît des causes lointaines qui remontent à la période des indépendances. Les minorités du nord ne se sont pas senties unies par le même destin que les autres membres de la nation. Le phénomène a été favorisé par l'attitude de l'État malien qui n'a pas su mettre en place une politique¹⁴ visant à inclure toutes les composantes notamment celles vivant dans le Nord où en plus du manque d'infrastructures sévissent de fréquentes sécheresses.

II LES DIFFERENTS ACTEURS

A- Le gouvernement malien

L'une des particularités du Mali est sans doute qu'il a connu une série de coups d'États depuis son accession à la souveraineté internationale¹⁵. C'est ainsi que son premier président a été renversé par Moussa Traore en 1968 qui instaura une dictature militaire. Il sera à son tour évincé par Amadou Toumani Touré en 1991. Le dernier putsch en date remonte en 2012 lorsque le Capitaine Sanogo avait renversé le président Touré.

¹³ Bandiougou Gakou, « Mali. Aux sources de la crise malienne », entretien par Fousseyni Maïga, *Courrier International*, Publié le 08/03/2013

¹⁴ Thierry Perret, *Une crise au Sahel, Terrains du siècle* (Paris : Karthala, 2014), p.93-94

¹⁵ Hawa Coulibaly et Stéphanie Lima, « Crise de l'État et territoires de la crise au Mali », p. 8-9, *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 mai 2013, consulté le 04 mai 2017. URL : <http://echogeo.revues.org/13374> ; DOI : 10.4000/echogeo.13374

Toute cette spirale contribue à affaiblir le pouvoir central. Des efforts considérables ont été consentis pour entre autres, développer la partie nord, procéder à la décentralisation du pays ou encore intégrer les personnes dans l'appareil gouvernemental sans distinction de race ni d'ethnie. Cela a été stipulé dans les quatre accords signés avec les rebelles¹⁶. Néanmoins, l'instabilité politique a d'une part empêché l'entrée en vigueur de ces engagements.

Quant à l'armée malienne, elle reste sous équipée et pas assez bien entraînée, ce qui était à l'origine de l'avancée éclair¹⁷ des combattants du MNLA à Aguelhok et à Tessalit, les deux premières villes à capituler lors des événements post Kadhafi. Cette incapacité à affronter l'ennemi a été confirmée quelques années plus tard quand les Forces armées maliennes (FAMA) avaient tenté de récupérer la ville de Kidal le 21 mai 2014 étant donné qu'en l'espace de quelques heures, ils avaient subi d'énormes pertes et une débâcle sans précédent. Il convient de noter que pour compenser cette inefficacité, la mission de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali) assure la formation et l'entraînement des forces de sécurité¹⁸. Cependant, de façon officieuse, des milices pro gouvernementales ont été mises sur pied à l'instar du Mouvement National de libération du Nord ou du Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (Gatia). Elles sont généralement composées de Touareg ou d'Arabes mais sont contre l'autonomie. Très

¹⁶ Stéphanie Pézard et Michael Robert Shurkin, *Achieving Peace in Northern Mali : Past Agreements, Local Conflicts, and the Prospects for a Durable Settlement*, (Santa Monica, CA : RAND Corporation. 2015), p.12

¹⁷ Jean Fleury, *La France en guerre au Mali* (Paris : Jean Picollec, 2013), p.95

¹⁸ Philippe Chapleau, « EUTM Mali: un premier contingent déployé à Bamako sous les ordres du colonel Heluin », Ouest France ligne de défense, publié le 09.02.2013

actives sur le terrain, elles ont remporté des succès non négligeables là où l'armée régulière avait subi des revers¹⁹.

B- Les groupes rebelles

Le nord Mali a été marqué par une succession de révoltes dont la plupart étaient menées par les Touareg qui avaient fini par fonder le Mouvement national pour la libération de l'Azawad le 16 octobre 2011. Le terme Azawad correspond d'après cette organisation, aux trois régions du Nord à savoir Gao, Tombouctou et Kidal. De toutes leurs tentatives, celle de 2012 a été la plus remarquable grâce notamment à l'appui de leurs combattants revenus de la Lybie mais aussi à l'alliance qu'ils ont établie avec les groupes terroristes dans l'optique de combattre le même ennemi en l'occurrence l'Armée malienne²⁰. Avant l'intervention française, ils avaient réussi à gagner la majeure partie des villes sus citées toutefois des désaccords avec les islamistes survinrent et ils furent chassés des positions conquises²¹. Après l'opération Serval, ils restent confinés dans la région de Kidal où ils ont réussi à expulser les forces armées maliennes lors des combats de mai 2014²². A ce jour, le MNLA est membre la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) qui est le principal interlocuteur vis-à-vis du gouvernement malien.

Le deuxième groupe rebelle est le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) qui souhaite une autonomie des régions du Nord et se veut être un mouvement pacifique comme l'atteste la déclaration de son président l'Aménokal²³ Intalla Ag Attaher lors de

¹⁹ Benjamin Roger et Dorothée Thienot, « Nord du Mali : le Gambia, une milice loyaliste qui veut monter... jusqu'à Alger », *Jeune Afrique*, publié le 17 février 2015

²⁰ Patrick Gonin, Nathalie Kotlok et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *La tragédie malienne* (Paris : Vendémiaire, 2013), p.122

²¹ Ibid. p. 124

²² Charlotte Bozonnet, « Au Mali, l'armée mise en déroute, un appui français envisagé », *Le Monde Afrique*, publié le 21.05.2014

²³ Chez les Touareg, l'amenokal est un chef traditionnel élu par les sages à l'issue des palabres

sa création²⁴. Néanmoins, il a participé aux combats à côté du MNLA lors de la bataille du 21 mai. Toujours dans le même registre, le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) réclame plus d'autonomie mais met l'accent sur la prise en compte des intérêts des peuples arabes de la région.

En résumé, trois principaux mouvements sont répertoriés dans la zone toutefois, il est de plus en plus courant de voir ces derniers procéder à des scissions créant par voie de conséquence une mosaïque de groupes avec leurs propres combattants et aspirations. Par exemple le MAA a éclaté en deux parties, une pro gouvernementale et une autre proche du MNLA. De même la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA) d'Ibrahim Ag Mohamed Assaleh²⁵ a vu le jour suite à des divergences avec le MNLA et le HCUA. Une telle tendance ne favorise guère les négociations avec le pouvoir central. Pis, elle complique la situation et facilite l'activité des djihadistes.

C- Les groupes terroristes

Trois groupes terroristes ont été actifs durant l'occupation du Nord entre 2012 et 2013 où ils avaient combattu aux côtés du MNLA. Il s'agit d'abord d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), né de l'ex-Groupe salafiste pour la prédication et le combat algérien (GSPC). Il a pris le nom d'Aqmi après avoir fait allégeance à Al-Qaida²⁶ le 11 septembre 2006 et se veut le représentant du djihad global en Afrique. C'est un groupe très bien armé comptant en son sein des centaines de combattants et des complicités dans tout le Sahel. Il a été à l'origine de multiples attaques et enlèvements d'Occidentaux. Son

²⁴ Arnaud Jouve, « [Repères] Forces et groupes armés au Mali: qui est qui? », RFI Afrique, publié le 24-03-2016

²⁵ Benjamin Roger, « Mali : Ibrahim Ag Mohamed Assaleh créé la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA) », Jeune Afrique, publié le 19 mars 2014

²⁶ Lemine Ould Mohammed Salem, *Le Ben Laden du Sahara, sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar*, (Paris : Éditions de La Martinière, 2014), p.48

dernier forfait remonte à janvier 2017 et s'est soldé par la mort de plus de 60 individus dans un camp militaire à Gao²⁷. Ensuite, il y a Ansar Dine ou «Défenseurs de la religion» qui est issu de la rébellion touareg. Son chef Iyad Ag Ghaly, est connu pour avoir pris la tête de rébellions touareg dans les années 1990 et sa particularité est qu'il a causé une série d'attentats au centre du pays et dans les États voisins comme la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso²⁸. Le troisième est le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Il reste un mouvement dissident d'Aqmi et est globalement composé de Mauritanien et d'Arabes maliens²⁹. Il veut incarner un djihad à visée régionale et instaurer la charia dans l'Afrique de l'Ouest. Au terme de l'intervention française, la plupart de ces groupes se sont réfugiés dans l'Adrar des Ifoghas, zone difficile d'accès et située entre l'Algérie et le Mali. Tous prônent l'application de la charia et comme les rebelles il convient de signaler le morcellement de ces nébuleuses qui a eu lieu au cours des dernières années. En effet, une frange d'Aqmi s'est retirée pour former les «Signataires par le sang»³⁰ ensuite, elle a fusionné avec le Mujao et abouti à la création d'Al-Mourabitoune. Dernièrement, le Front de libération du Macina (FLM) a été mis sur pied par d'ex combattants du Mujao³¹. Il évolue surtout dans le centre du Mali. La multiplication de ces groupes rend beaucoup difficile la lutte contre le terrorisme qui a fini par gagner le centre et le sud du Mali.

²⁷ Yacouba Cisse, «Mali: Un attentat revendiqué par Aqmi fait près de 60 morts à Gao», 20 minutes, publié le 18.01.2017

²⁸ Le Monde. Afrique du 30.06.2015

²⁹ Tanguy Berthemet, «Ces groupes armés qui se partagent le nord du Mali», Le Figaro, publié le 04/07/2012

³⁰ Lemine Ould M. SALEM, «Le ravisseur de plusieurs Français au Sahel crée un nouveau groupe armé», Libération, publié le 8 décembre 2012

³¹ Arnaud Jouve, « [Repères] Forces et groupes armés au Mali: qui est qui? », RFI Afrique, publié le 24-03-2016

D- L'ONU et la France

Il est évident que l'entrée en guerre de la France a permis de contrer l'avancée des islamistes et rebelles qui avaient en ligne de mire Bamako. Cette intervention a connu un succès malgré les nombreux défis logistiques et le terrain hostile, étant donné qu'elle a débarrassé les principales villes du Nord des insurgés. C'est ce que souligne dans ses notes le général Bernard Barrera commandant la brigade Serval³². L'objectif atteint, c'est une autre opération nommée Barkhane qui a pris le relais en juillet 2014³³. Ainsi, les Français continuent de lutter contre les terroristes qui bénéficient d'une bonne connaissance du terrain, se confondent souvent avec la population et s'adonnent aux activités de contrebande, de trafic de toutes sortes. Ils profitent de la moindre occasion pour commettre des forfaits. Par ailleurs, il convient de mentionner que contrairement à Serval, Barkhane ne se limite pas au territoire malien mais se focalise sur l'ensemble du Sahel comme le prouve la récente opération combinée à la frontière entre le Burkina Faso et le Mali. Ayant mobilisé des moyens conséquents, elle a permis de neutraliser une vingtaine de terroristes et de mettre la main sur un certain nombre d'armes³⁴.

S'agissant de l'action de l'ONU par l'entremise de la MINUSMA, force est de reconnaître qu'elle souffre énormément d'un manque de moyens et de personnels en dépit du renforcement de son mandat et de l'augmentation des effectifs conformément à la résolution 2295 (2016)³⁵. En réalité, l'immensité du territoire impose des moyens

³² Général Barrera, *Opération Serval Notes de guerre Mali 2013*, (Paris : Éditions Seuil, mai 2015), p.304

³³ Barthélémy Gaillard, «Mali : après l'opération Serval, place à "Barkhane"», Europe1, publié le 14 juillet 2014

³⁴ Laurent Larcher, «Au Mali, les Français frappent les islamistes d'Ansarul Islam», La Croix, publié le 01/05/2017

³⁵ Nations unies, Le Conseil de sécurité proroge jusqu'au 30 juin 2017 et renforce le mandat de la Mission de l'ONU au Mali, « la mission la plus meurtrière »
<https://www.un.org/press/fr/2016/cs12426.doc.htm>

idoines notamment des hélicoptères ou avions pour assurer le ravitaillement des troupes ou supporter des évacuations sanitaires. Ces deux aspects constituent parmi tant d'autres de véritables défis surtout que le théâtre malien comporte une pléthore de mines et d'engins explosifs improvisés qui ont occasionné un fort taux d'attrition au sein de la Mission.

E- Les populations locales

Comme dans la plupart des cas, les populations sont les premières victimes des conflits. Durant le règne des djihadistes, elles ont été harcelées et avaient subi des supplices sous prétexte d'application de la charia. Les habitants des villes du Nord étaient livrés à une nouvelle autorité qui avait fini d'installer la psychose. C'est fort de ce constat que Human Right Watch a publié un document qui décrivait tous les interdits condamnations et autres actes barbares qui ont été commis au cours de cette triste période³⁶. Particulièrement, les femmes avaient le plus souffert durant cet épisode car en plus de ces atteintes aux droits humains, elles avaient fait l'objet de viols individuels ou collectifs³⁷

A l'heure actuelle, la zone est libérée du joug terroriste, toutefois depuis la défaite des forces armées gouvernementales en mai 2014, la présence militaire malienne est quasi inexistante (à l'exception de Gao et de Tessalit). Le rôle de police est assuré par les groupes rebelles en collaboration dans certaines circonstances avec la MINUSMA. La nouvelle donne concerne les manifestations fréquentes de la population près des installations de l'ONU pour réclamer la satisfaction de besoins basiques comme l'accès à

³⁶ Human Right Watch, «Charia au Nord-Mali: il a coupé ma main comme s'il tuait un mouton», L'OBS Rue 89, publié le 25 septembre 2012

³⁷ Alexandra Pfefferle, «Mali : les femmes dans la transition Leur regard et leur rôle Rapport d'atelier d'experts», KOFF Centre pour la promotion de la paix, juillet 2013

l'eau, à l'électricité ou aux services sanitaires. La précarité des conditions d'existence fait qu'elle se tourne souvent du côté des forces onusiennes dans l'espoir d'une amélioration de sa situation³⁸. De même, les personnels de Barkhane ainsi que le gouvernement malien qui est reproché de ne pas investir suffisamment dans le Nord, ne sont pas épargnés par les agissements de ces populations.

Somme toute, il est nécessaire de constater que les groupes rebelles se singularisent par leurs divergences tandis que les extrémistes usent de cette confusion pour mieux instaurer leur présence marquée également par une démultiplication. Le gouvernement quant à lui peine à négocier avec l'ensemble des mandataires et la population se trouve être l'otage de cette situation.

III LES SOLUTIONS PRECONISEES

Le conflit malien mérite une attention particulière puisqu'il peut aboutir à long terme à une destabilisation de toute l'Afrique de l'Ouest. Des solutions de sortie de crise peuvent être exploitées aussi bien sur le plan national qu'international.

Au niveau local, le gouvernement gagnerait à appliquer le plan de développement des régions Nord en rapport avec la communauté internationale. Il devra également lutter contre la corruption, l'injustice sociale en supprimant les différences de toutes sortes. Une politique pareille faciliterait l'union nationale³⁹. Le dialogue avec les groupes rebelles est maintenu cependant ces derniers devraient taire leurs divergences et parler d'une seule voix. En effet réunis dans la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), ils sont

³⁸ Armelle Nga avec Abdoulsalam Hama, « Mali : une semaine après les violentes manifestations à Kidal », Africa news, publié le 27/04/2016

³⁹ Patrice GOURDIN, «Géopolitique du Mali : un État failli ?», La revue géopolitique Diploweb.com, publié le 23 septembre 2012

souvent motivés par des intérêts communautaires ou des fois individuels. Cette attitude est d'autant plus vraie que des groupes rebelles sont nés juste avant la tenue d'accords pour ainsi peser dans les différentes négociations⁴⁰.

En outre, l'ennemi commun des deux parties devrait être les extrémistes qui écumant la zone nord et depuis un certain temps le centre et le Sud du pays⁴¹. Les islamistes profitent du chaos et de la confusion pour mener à bien leurs activités clandestines sans être grandement inquiétés. L'idée d'une action commune visant à sécuriser les villes par le biais de patrouilles a été mise sur pied au mois de février 2017⁴². Cette initiative pourrait à la longue non seulement intégrer les ex rebelles dans les forces armées maliennes mais surtout elle permettrait de travailler en synergie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Qui plus est les combattants maîtrisent parfaitement le terrain et pourraient être d'un grand apport du point de vue renseignement.

D'autre part, il convient de noter que l'action de Barkhane qui continue de traquer les djihadistes dans la bande sahélienne et dans le Sahara reste salubre. A l'heure actuelle, elle conduit des activités conjointes avec les forces de défense et de sécurité maliennes ainsi qu'avec celles d'autres pays de la sous-région comme le Burkina Faso ou le Niger. L'opération Panga⁴³ en est une parfaite illustration. Le mandat de la MINUSMA devrait également être renforcé pour prendre en compte cet aspect. Si une telle mesure venait d'être adoptée, elle permettrait d'avoir une attitude beaucoup plus

⁴⁰ Ibrahim Maïga, «Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes», Rapport sur l'Afrique de l'Ouest Institut d'études de sécurité, numéro 17 juin 2016

⁴¹ Pierre Longerey, «Première attaque terroriste dans l'extrême-sud du Mali », Vice News, publié le 11 juin 2015

⁴² Jeune Afrique avec AFP, «Mali : les premières patrouilles mixtes font leur apparition à Gao », publié le 23 février 2017

⁴³ « L'opération PANGA des forces burkinabè, malienne et celles de Barkhane en marche », vidéo sur YouTube, 4:09, publiée par « RTB », le 10 avril 2017
<https://www.youtube.com/watch?v=S0G3BAUyU3o>

proactive et éviterait une certaine passivité des forces onusiennes condamnées à toujours réagir face aux attaques commises contre elles et les populations.

Enfin sur le plan international, bien que l'Union Européenne s'engage à apporter son assistance au Mali notamment à travers sa mission EUTM (European Training Mission), il serait souhaitable d'augmenter l'aide afin que le gouvernement puisse lutter contre la pauvreté qui sévit dans le pays et surtout dans la partie septentrionale sujette à des sécheresses fréquentes. Il est avéré que les peuples démunis qui peinent à se nourrir ou à se soigner sont beaucoup plus prompts à se soulever contre l'autorité en place. Bien entendu ce soutien devrait être supervisé par les bailleurs de fonds en rapport avec les organisations non gouvernementales. La France a déjà fait des efforts dans cette perspective en octroyant près de 300 millions d'euros⁴⁴. Dans un autre registre, la communauté internationale devrait exercer une pression sur des pays comme certaines monarchies du Golfe qui sont suspectées de financer des groupes terroristes⁴⁵. Cela contribuerait à éradiquer au moins une des sources de revenus des extrémistes.

CONCLUSION

En définitive, la situation au Nord Mali est le résultat d'un vieux problème qui remonte aux indépendances. Les peuples de cette partie du pays ne se sont pas sentis « maliens » comme le restant de la population. Cette division historique a été exacerbée par l'attitude des premiers dirigeants de l'État qui n'ont pas su mettre de côté les différences ethniques raciales ou religieuses. La conséquence a été un sentiment de

⁴⁴ Jeune Afrique, «Mali : 300 millions d'euros d'aide supplémentaires de la France », publié le 19 octobre 2015

⁴⁵ Benjamin Roger, « Nord-Mali : le Qatar accusé de financer les groupes islamistes de l'Azawad », Jeune Afrique, publié le 06 juin 2012

marginalisation du Nord qui fustigeait une accapuration du pouvoir et des moyens par les habitants noirs du Sud. Ainsi les nordistes se sont soulevés dans un premier temps sous la forme de révoltes puis le phénomène a pris une tournure de rébellion à une échelle beaucoup plus importante.

Dans cette sphère, les groupes rebelles se sont multipliés puis avec la chute du président Kadhafi en Lybie, ils ont noué des ententes avec les terroristes pour gagner plus de terrain et par la même occasion acquérir leur indépendance. Cependant, avec l'intervention de la France la donne a changé puisque les assaillants ont été repoussés. Ainsi, les djihadistes se sont repliés dans le désert ou dans les massifs mais continuent de commettre des attaques et attentats. Quant aux groupes rebelles, majoritairement dans la zone de Kidal, ils sont marqués par des divergences internes.

Tout compte fait, de la même manière que le gouvernement malien a le devoir de montrer un réel engagement politique vis-à-vis du Nord, les groupes rebelles devraient faire preuve davantage de volonté pour mettre de côté leurs intérêts personnels et dialoguer de façon franche avec l'État malien pour lutter ensemble contre les mouvements islamistes et retrouver une paix définitive. Au demeurant tout est question de volonté comme le décrivent les propos du président Ibrahim Boubacar Keïta : «A ceux-là et à tous les autres qui n'auront pu être là, je rappelle que cette Conférence d'Entente Nationale est un train qui démarre. Et ceux qui ne l'auront pas pris dans cette gare peuvent toujours le rattraper à une autre gare...⁴⁶».

⁴⁶ Papa Sow, «MALI – Conférence d'Entente Nationale : le train de la Paix, de l'Entente et de la Réconciliation, en marche ! », Courrier des Afriques, publié le 28 mars 2017

BIBLIOGRAPHIE

Berthemet Tanguy, «Ces groupes armés qui se partagent le nord du Mali», Le Figaro, publié le 04/07/2012.

Bozonnet Charlotte, «Au Mali, l'armée mise en déroute, un appui français envisagé », Le Monde Afrique, publié le 21.05.2014.

Chapleau Philippe, « EUTM Mali: un premier contingent déployé à Bamako sous les ordres du colonel Heluin », Ouest France ligne de défense, publié le 09.02.2013.

Cisse Yacouba, «Mali: Un attentat revendiqué par Aqmi fait près de 60 morts à Gao», 20 minutes, publié le 18.01.2017.

Coulibaly Hawa et Lima Stéphanie, « Crise de l'État et territoires de la crise au Mali », EchoGéo [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 mai 2013, consulté le 04 mai 2017.
URL : <http://echogeo.revues.org/13374> ; DOI : 10.4000/echogeo.13374

« Comprendre la situation au Mali en 5 minutes », vidéo sur YouTube, 5:00, publiée par « Le Monde », le 28 avril 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=IHWBx7qnE98>

Diarra Adama, Échos du Nord et du Centre, L'Essor, 14 janvier 2013.

Fleury Jean, *La France en guerre au Mali* (Paris : Jean Picollec, 2013).

Fusco Elena, «La mémoire toujours vive de la rébellion touarègue», La Croix, 05/02/2013.

Gaillard Barthélémy, «Mali : après l'opération Serval, place à "Barkhane"», Europe1, publié le 14 juillet 2014.

Général Barrera, *Opération Serval Notes de guerre Mali 2013*, (Paris : Éditions Seuil, mai 2015).

Gonin Patrick, Kotlok Nathalie et Pérouse de Montclos Marc-Antoine, *La tragédie malienne* (Paris : Vendémiaire, 2013).

GOURDIN Patrice, «Géopolitique du Mali : un État failli ?», La revue géopolitique Diploweb.com, publié le 23 septembre 2012.

Human Right Watch, «Charia au Nord-Mali: il a coupé ma main comme s'il tuait un mouton», L'OBS Rue 89, publié le 25 septembre 2012.

Jeune Afrique avec AFP, «Mali : les premières patrouilles mixtes font leur apparition à Gao », publié le 23 février 2017.

Jeune Afrique, «Mali : 300 millions d'euros d'aide supplémentaires de la France », publié le 19 octobre 2015.

Jouve Arnaud, « [Repères] Forces et groupes armés au Mali: qui est qui?», RFI Afrique, publié le 24-03-2016.

Larcher Laurent, «Au Mali, les Français frappent les islamistes d'Ansarul Islam», La Croix, publié le 01/05/2017.

Lasserre Isabelle et Oberlé Thierry, *Notre guerre secrète au Mali. Les nouvelles menaces contre la France* (Paris : Fayard, 2013).

Longeray Pierre, «Première attaque terroriste dans l'extrême-sud du Mali », Vice News, publié le 11 juin 2015.

« L'opération PANGA des forces burkinabè, malienne et celles de Barkhane en marche », vidéo sur YouTube, 4:09, publiée par « RTB », le 10 avril 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=S0G3BAUyU3o>

Maïga Fousseyni, entretien avec Bandiougou Gakou, « Mali. Aux sources de la crise malienne », Courrier International, Publié le 08/03/2013.

Maïga Ibrahim, «Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes», Rapport sur l'Afrique de l'Ouest Institut d'études de sécurité, numéro 17 juin 2016.

Mandela Nelson, *Un Long Chemin vers la liberté*, Paris : Le livre de poche, 1997.

Nations unies, Le Conseil de sécurité proroge jusqu'au 30 juin 2017 et renforce le mandat de la Mission de l'ONU au Mali, « la mission la plus meurtrière » <https://www.un.org/press/fr/2016/cs12426.doc.htm>

Nga Armelle avec Hama Abdoulsalam, « Mali : une semaine après les violentes manifestations à Kidal », Africa news, publié le 27/04/2016.

Perret Thierry, *Une crise au Sahel, Terrains du siècle* (Paris : Karthala, 2014).

Pfefferle Alexandra, «Mali : les femmes dans la transition Leur regard et leur rôle Rapport d'atelier d'experts», KOFF Centre pour la promotion de la paix, juillet 2013.

Piot Olivier, « Mali : 8 clés pour comprendre les origines de la guerre », Le Parisien Magazine, 22 janvier 2013.

Rimondi Laurène, entretien avec Hama Ag Sid'Ahmed, Mali - MNLA : "Pas de liens entre les Touaregs et les terroristes", Le Point Afrique, publié le 10/06/2015.

Roger Benjamin, «Mali : Ibrahim Ag Mohamed Assaleh créé la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA)», Jeune Afrique, publié le 19 mars 2014.

Roger Benjamin, « Nord-Mali : le Qatar accusé de financer les groupes islamistes de l'Azawad », Jeune Afrique, publié le 06 juin 2012.

Roger Benjamin et Thienot Dorothée, « Nord du Mali : le Gatia, une milice loyaliste qui veut monter... jusqu'à Alger », Jeune Afrique, publié le 17 février 2015.

Salem Lemine Ould Mohammed, *Le Ben Laden du Sahara, sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar*, (Paris : Éditions de La Martinière, 2014).

Salem Lemine Ould M., «Le ravisseur de plusieurs Français au Sahel crée un nouveau groupe armé», Libération, publié le 8 décembre 2012.

Sow Papa, «MALI – Conférence d'Entente Nationale : le train de la Paix, de l'Entente et de la Réconciliation, en marche ! », Courrier des Afriques, publié le 28 mars 2017